



Politique de la ville : l'État arrose les banlieues, les Français récoltent des impôts

« Machinerie de l'échec », « tonneau des Danaïdes »... Contribuables associés étrille la politique de la ville, qui aurait englouti « entre 200 et 400 milliards d'euros » d'argent public en un peu plus de quarante ans. Retour sur ce « désastre » inchiffrable avec Jean-Baptiste Leon, directeur des publications de l'association de défense des contribuables.

La France respecte-t-elle sa fameuse Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ? En matière de gestion de l'argent public la réponse est visiblement non, à en croire Contribuables associés. « *La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration* », stipule l'article 15 du grand texte de 1789, rappelle le responsable des publications de l'association. Jean-Baptiste Leon fustige une « *culture* » propre à la haute administration.

« En France on est dans cette ambiance où l'argent public c'est l'argent des autres, c'est la manne céleste : donc on dépense et on estime qu'on n'a pas à rendre de comptes... c'est un scandale absolu ! » s'indigne-t-il au micro de Sputnik.

Dans la dernière livraison de son trimestriel *Tous contribuables !*, l'éditorialiste dénonce l'opacité des dépenses liées au « désastre » de la politique de la ville. Cette « *machinerie de l'échec* », ce « *tonneau des Danaïdes* », cette « *monstrueuse Bérézina* », qui aurait englouti « entre 200 et 400 milliards d'euros » d'argent public en un peu plus de quarante ans.

La largeur de la fourchette donne une idée du flou nimbant la politique de la ville. Même pour ceux qui la passent au crible !

« Ce sont des données partielles et lacunaires. Même les magistrats financiers de la rue Cambon [la Cour des comptes, NDLR] sont incapables de déterminer les sommes dépensées par les collectivités locales pour la politique de la ville. On est incapable de le savoir parce que les données n'existent pas, parce qu'il n'y a pas de volonté de les donner », témoigne Jean-Baptiste Leon.

Ce dernier rappelle le récent rapport de la Cour des comptes. En décembre 2020, l'institution estimait à « environ 10 milliards d'euros annuels » les sommes déversées par l'État au nom d'hypothétiques rééquilibrages. Un chiffre qui exclut donc l'argent reversé par les collectivités locales ainsi que la rénovation urbaine. Or, « à elle seule, la rénovation urbaine des quartiers prioritaires aura engagé 90 milliards d'euros d'investissements publics et privés d'ici à 2030 », écrit notre interlocuteur dans son édito concernant ce « désastre » impossible à chiffrer. « On est dans une logique très administrative. Le plus scandaleux, c'est qu'il n'y a pas d'évaluation de résultat », regrette le journaliste.

Des centaines de milliards d'euros d'impôts jetés par les fenêtres en 44 ans Car c'est bien là l'autre gros problème : malgré des investissements considérables, les résultats de cette politique amorcée en 1977 par Raymond Barre, se font toujours attendre... Et tout le monde le sait. Qu'il s'agisse des médias mainstream, de la Cour des comptes ou du... Président de la République ! Comme le rappelle notre intervenant, *Le Canard enchaîné* avait rapporté ces mots prêtés à Emmanuel Macron lors d'un Conseil des ministres en mai 2018 :

[Visualiser l'article](#)

« *La politique de la ville est un échec. Depuis vingt ans, on a donné des milliards sans jamais régler les problèmes.* »

Pourtant, l'État persiste à épandre des sommes hallucinantes. Outre le rapport Borloo de 2018, énièmes préconisations chiffrées à 48 milliards, qui aujourd'hui auraient été aux « *trois quarts* » mis en œuvre, Jean Castex a également sacrifié les fonds publics sur l'autel de la cohésion sociale. Lors d'une visite à Grigny fin janvier, le Premier ministre a promis 3,3 milliards d'euros aux « *quartiers prioritaires de la politique de la ville* » (QPV).

Des QPV, qui aujourd'hui sont au nombre de... 1.514 « *Cela concerne cinq millions et demi d'habitants, c'est gigantesque !* » s'alarme Jean-Baptiste Leon, qui dépeint une majorité de « *braves gens* » dont la vie est « *pourrie* » par une minorité. Une « *minorité impunie de racailles et de radicalisés* », pour reprendre les mots de Michel Auboin. Également dans les colonnes de *Tous contribuables !*, cet essayiste stigmatise le déni de l'administration face à cet échec. Ce préfet démissionnaire revient d'ailleurs sur la ville de Grigny à propos de laquelle Manuel Valls lui avait commandé un rapport. Rapport dont une partie, sur l'analyse des quartiers, fut « *définitivement enterrée* ».

« *L'administration n'avait pas du tout envie de se poser ces questions-là* », tranche le haut fonctionnaire passé par le ministère de l'Intérieur. Il dépeint le fonctionnement du cercle vicieux :

« *Ceux qui travaillent pour la politique de la ville sont formés à faire des dossiers. Ils sont extrêmement bons pour traiter des types de subvention à verser pour les types de dossier. Mais, d'une certaine façon, l'administration ne fonctionne que pour l'administration.* »

L'auteur de *40 ans dans les cités* (éd. Presses de la Cité) alerte également sur la gabegie des subventions aux associations et la manière dont des « *personnalités représentantes* » de « *certaines minorités* » ont la « *capacité de récupérer des subventions* ».

L'État débourse 240 millions d'euros par an pour 7500 associations éparpillées dans les banlieues, souligne Jean-Baptiste Leon. Rappelons que les pouvoirs publics versent déjà chaque année des milliards d'euros aux innombrables associations qui constellent la vie sociale sur le territoire français : 7,2 milliards en 2018, selon le site *politologie.com*, un chiffre en croissance constante depuis 2011.

Argent public distribué à tire-larigot : l'administration en roue libre

Est-ce pour faire bonne figure, acheter la paix sociale, voire par clientélisme que l'État continue ainsi de prodiguer l'argent des Français ?

Pour Jean-Baptiste Leon, la réponse n'est pas à chercher bien loin : « *Les politiques ne veulent pas voir le problème en face, donc on arrose dans une logique très administrative.* » Il pointe du doigt le mille-feuille « *d'administrations, d'agences, qui se marchent sur les pieds, et qui n'ont pour seule vocation que de déverser de l'argent sans poser de questions* ».

S'ajoutent à cela des politiques qui n'hésitent pas à taper dans la caisse, comme Sylvie Andrieux, cet ex-conseillère socialiste à la région PACA qui, en trois ans, avait puisé 740.000 euros de subventions destinées à... des associations fictives ! Même prouesse du côté d'un ex-conseiller municipal marseillais EELV, passé



planetes360.fr
Pays : France
Dynamisme : 9



[Visualiser l'article](#)

par le Parlement européen, Karim Zéribi, qui en deux ans a détourné 260.000 euros de ses associations pour financer ses campagnes électorales.

Nul doute que cet arrosage des banlieues fait croître les impôts des ménages. Rappelons que la France demeure la championne de l'OCDE (autrement dit la championne du monde) de la pression fiscale, les prélèvements obligatoires représentant 48 % du PIB...